

MARCHE DE PRESTATIONS DE SERVICES D'ASSURANCES

COMUE LYON SAINT-ETIENNE

Maître d'ouvrage



**SERVICES D'ASSURANCE POUR LES TRAVAUX DE DEMANTELEMENT
PREALABLE A LA REUTILISATION DE L'ANCIENNE CHAUFFERIE DE LA
DOUA**

LOT 1 : RESPONSABILITE CIVILE MAITRE D'OUVRAGE

Cahier des Clauses Techniques Particulières

SOMMAIRE

Article 1 – Définitions et généralités	3
Article 2 - Activités assurées.....	6
Article 3 - Garanties.....	7
Article 4 - Exclusions.....	8
Article 5 - Montants des garanties et des franchises	11
Article 6 – Prise d’effet et fonctionnement de la garantie.....	11
Article 7 - Règlement des sinistres	12
Article 8 - Résiliation.....	14
Article 9 - Primes	14
Article 10- Subrogation.....	16
Article 11 - Prescription	16
Article 13 - Sauvegarde des droits des tiers	16
Article 14 - Droit de communication et rectification	16

Article 0 : Pièces constitutives du marché

En préambule, l'assureur déclare avoir pris connaissance de l'ensemble des informations nécessaires à une juste appréciation des risques et avoir pu solliciter toute précision utile. Il accepte de garantir l'assuré dans les conditions définies au présent marché, les dispositions de ses conditions particulières ne pouvant prévaloir que si elles sont plus favorables à l'assuré.

Article 1 – Définitions et généralités

Pour l'interprétation du présent CCTP :

- Les termes « pouvoir adjudicateur », « souscripteur », « maître d'ouvrage » et « assuré » désignent, selon le contexte, la COMUE Lyon Saint-Étienne, qui agit au titre du présent marché.
- Les termes « titulaire » et « assureur » désignent l'entreprise d'assurance attributaire du présent lot, ces termes pouvant être employés indifféremment lorsqu'ils renvoient à cette même entité.

1-1 Pouvoir adjudicateur et souscripteur

Le souscripteur est :

COMUE Lyon Saint-Etienne

92 rue Pasteur

69361 LYON CEDEX 07

1-2 Souscripteur et assurés

La personne morale visée aux conditions particulières agissant en tant que maître de l'ouvrage dans le cadre des activités définies à l'article 2 ci-après, tant pour son compte que pour celui des assurés.

1-3 Assurés

- le souscripteur ;
- Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche affectataires ou utilisateurs des ouvrages
- les préposés de l'assuré, salariés ou non dans l'exercice de leurs fonctions, le personnel intérimaire, les stagiaires, apprentis, candidats à l'embauche, et ce, quel que soit le mode de rémunération ;
- pour les assurés personne morale, leurs administrateurs, leurs dirigeants et les personnes qu'ils se seraient substitués dans la Direction Générale ou qu'ils auraient désignés lorsqu'ils sont dans l'exercice de leurs fonctions ;
- les invités ou participants à toutes réceptions, soirées, lancements, inaugurations, manifestations...,
- les visiteurs sur le(s) site(s).

1-4 Tiers

Est considéré comme tiers, au sens du présent contrat, toute personne autre que l'assuré responsable du dommage.

Les assurés, personnes physiques ou morales, ont la qualité de tiers entre eux, sauf en ce qui concerne les dommages immatériels non consécutifs, pour lesquels cette qualité n'est pas reconnue.

1-5 Dommages

Dommages corporels :

Toute atteinte physique ou morale subie par une personne physique, ainsi que les conséquences pécuniaires qui en résultent.

Dommages matériels :

Toute détérioration, altération, perte, vol, disparition ou destruction d'une chose ou substance, y compris le fait de la rendre inutilisable, ainsi que toute atteinte portée à des animaux.

Dommages immatériels :

Tout préjudice pécuniaire ne résultant pas directement d'un dommage corporel ou matériel tel que défini ci-dessus.

Dommages immatériels consécutifs :

Tous dommages autres que corporel ou matériels consécutifs :

- à un dommage corporel ou matériel garanti
- à un dommage corporel ou matériel non garanti

Dommages immatériels non consécutifs :

Tous dommages immatériels ne répondant pas aux définitions précédentes et qui ne sont pas consécutifs à un dommage corporel ou matériel garanti ou non.

Atteinte accidentelle à l'environnement

Pour l'application de la garantie correspondante, on entend par atteinte accidentelle à l'environnement :

- l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toute substance solide, liquide ou gazeuse diffusée par l'atmosphère, le sol ou les eaux,
- la production d'odeurs, bruits, vibrations, variations de température, ondes, radiations, rayonnements, excédant la mesure des obligations ordinaires de voisinage,

dès lors que la manifestation de ces atteintes est concomitante à un événement soudain, imprévu et extérieur à l'assuré, à l'origine du sinistre, et qu'elles ne résultent pas d'une cause lente ou progressive.

Cette garantie s'étend également au paiement des conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers lorsque, pour la réalisation de l'opération définie dans le présent marché, la responsabilité de l'assuré est engagée sur quelque fondement juridique que ce soit, au titre d'une atteinte à l'environnement d'origine accidentelle.

Cette définition s'entend dans la limite des garanties souscrites au titre du présent contrat d'assurance RCMO et n'inclut pas les atteintes purement esthétiques n'entraînant pas de dommages matériels ou corporel.

À contrario, les atteintes à l'environnement non accidentelles, c'est-à-dire résultant d'une cause lente, progressive, répétitive ou continue, ne sont pas couvertes au titre du présent contrat.

1-6 Sinistre

Constitue un sinistre tout dommage ou ensemble de dommages causés à des tiers, engageant la responsabilité de l'assuré, résultant d'un même fait dommageable et ayant donné lieu à une ou plusieurs réclamations.

1-7 Fait dommageable

Le fait dommageable est celui qui constitue la cause génératrice du dommage.

Un ensemble de faits dommageables ayant la même cause technique ou la même origine est réputé constituer un fait dommageable unique.

1-8 Franchise

La franchise correspond à la part du dommage laissé à la charge de l'assuré pour chaque sinistre et au-delà de laquelle s'exerce la garantie de l'assureur.

1-9 Avoisinants

Sont considérés comme avoisinants, la ou les parties d'ouvrages immobiliers existants avant l'ouverture d'un chantier, n'appartenant ni au maître d'ouvrage ni, plus généralement, à l'assuré. Cette définition inclut notamment les infrastructures et réseaux urbains voisins (tels que lignes de tram, réseaux de chauffage urbain ou autres installations similaires) susceptibles d'être affectés par les travaux.

1-10 Existants

Sont considérés comme existants la ou les parties d'ouvrages immobiliers existant avant l'ouverture d'un chantier, appartenant au maître d'ouvrage et plus généralement à l'assuré, sur, sous, dans ou à proximité desquels l'assuré exécute ou fait exécuter des travaux relevant de ses activités.

1-11 Biens confiés

Sont considérés comme biens confiés les seuls biens meubles de tiers directement visée par la prestation contractuelle de l'assuré.

Ne sont pas considérés comme biens confiés mais biens de tiers :

- les biens meubles dont l'assuré est utilisateur à titre gratuit ou dépositaire
- le matériel de transport et de manutention y compris leur contenu, lors d'opérations de chargement et/ou de déchargement
- tous les biens meubles mis à la disposition de l'assuré par l'Etat et/ou les organismes publics ou semi publics.

1-12 Réception

La réception est l'acte par lequel le Maître d'Ouvrage accepte l'ouvrage avec ou sans réserves, conformément à l'article 1792-6 du Code Civil.

Il est précisé que les parties d'ouvrage qui faisant l'objet de réserves empêchant leur occupation ou leur utilisation seront considérées comme en période de construction et ne sont réputées réceptionnées qu'à la levée effective desdites réserves.

Article 2 - Activités assurées

Dans le cadre de la mission générale qui lui est confiée, consistant à coordonner l'offre de formation et la stratégie de recherche et de transfert de ses membres sur la base d'un projet partagé, à élaborer un projet d'amélioration de la qualité de vie étudiante et à assurer la promotion du site et de ses actions au niveau national et international, la ComUE Lyon Saint-Étienne est plus particulièrement chargée de la coordination d'une stratégie immobilière et de développement des campus.

À ce titre, elle exerce, pour le compte de ses établissements membres (désignés ou utilisateurs même non désignés), et à leur demande, les compétences exposées ci-après à titre énonciatif et non limitatif, qui sont garanties par le présent contrat :

- En qualité de maître d'ouvrage pour la conduite d'opérations s'inscrivant dans le cadre de grands projets de développement et/ou de requalification du patrimoine de ses établissements membres ;
- En qualité de maître d'ouvrage délégué ou de conducteur d'opération pour la réalisation, à la demande et au nom de ses établissements membres, d'opérations spécifiques ;
- En assistance à l'appui technique et financier des opérations immobilières initiées par les établissements membres ;
- Et dans la gestion de grands équipements de recherche à la demande des membres.

Dans l'exercice de ses missions, la ComUE Lyon Saint-Etienne est notamment amenée à gérer :

- Les acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles ; les baux et locations les concernant ;
- Les contrats et conventions ;
- les démarches nécessaires à l'obtention des autorisations administratives ;
- La participation à des entités dotées de la personnalité juridique, en particulier la prise de participation et la création de filiales ;

Elle assume, partiellement ou totalement, la coordination des opérations de construction, d'aménagement, d'extension, de restauration, de réhabilitation, de réparation ou de réutilisation immobilière, ainsi que l'ensemble des missions administratives, juridiques, financières, fiscales et comptables liées à l'étude, au montage et à la réalisation de ces opérations.

Précisions relatives au présent marché

Dans le cadre du présent marché, les opérations concernent la réutilisation d'un site anciennement à usage industriel, impliquant notamment :

- la sortie du régime des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE),
- la gestion et le suivi des risques environnementaux,
- le traitement des pollutions et la prévention de la contamination des sols et des nappes phréatiques.

A ce titre, la ComUE Lyon Saint Etienne bénéficie d'un statut particulier au regard du Code de l'environnement.

Elle intervient, avec l'accord de la préfecture, en qualité de tiers demandeur, conformément à l'article R.512-76 du Code de l'environnement, se substituant à l'ancien exploitant pour assurer la réhabilitation du site.

Elle assume l'ensemble des responsabilités administratives, techniques et financière, ainsi que le suivi des travaux liés à la remise en état du site, y compris les opérations de traitement des polluants, de dépollution et de prévention des risques environnementaux susceptibles d'affecter les eaux souterraines ou superficielles.

Article 3 - Garanties

3-1 Objet du contrat

Le présent contrat a pour objet de garantir, sous réserve des exclusions prévues à l'article 4, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'assuré, quel que soit le fondement juridique invoqué, à raison de tout dommage causé à des tiers dans le cadre des activités assurées définies à l'article 2.

Cette garantie s'applique notamment du fait de dommages causés à des tiers par l'exécution des travaux, en complément ou à défaut des contrats de responsabilité civile professionnelle dont les intervenants devraient être titulaires.

Dans ce cadre, l'ensemble des intervenants bénéficie de la qualité d'assuré, tout en restant tiers entre eux pour les dommages corporels.

3-2 Etendue des garanties

Il est précisé, d'une façon non limitative, que la garantie s'applique notamment dans les cas suivants :

3.2.1. Conventions particulières

Sont couvertes les conséquences des conventions comportant transfert de responsabilité ou renonciation à recours, intervenues entre l'assuré et :

- l'Etat,
- les Administrations, Collectivités locales, Organismes publics ou semi-publics, français ou étrangers (tels que, en France : S.N.C.F., E.D.F., G.D.F., R.A.T.P., R.E.R., PONTS & CHAUSSEES, FRANCE TELECOM, etc.).
- les organismes ou concessionnaires d'un service public y compris ceux à caractère industriel et commercial.

3.2.2. Organisation ou participation à des manifestations

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en tant qu'organisateur ou participant à des réunions, manifestations professionnelles, culturelles, sociales, scolaires ou sportives, ainsi que lors de visites de site. Les participants sont considérés comme assurés et de tiers entre eux.

3.2.3. Vols, détournements

Sont garanties les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par l'assuré en cas de vols, détournements et/ou escroqueries commis par les préposés en service, ou avec leur complicité ou du fait de leur négligence sous réserve qu'une plainte soit déposée auprès des autorités compétentes.

3.2.4. Avoisinants, existants.

Sont garanties les conséquences des dommages causés aux ouvrages, parties d'ouvrage adjacents, avoisinants, existants sur, sous, dans ou à proximité desquels l'assuré intervient, y compris ceux appartenant au maître d'ouvrage.

Cette garantie couvre notamment les dommages pouvant affecter :

- les infrastructures et équipement du SYTRAL, notamment les voies de tramway et leurs systèmes connexes, situés en imite immédiate de l'opération
- les réseaux de chauffage urbain et autres réseaux enterrés (eau, électricité, télécommunication, gaz, assainissement, etc) traversant ou bordant le site
- ainsi que tout ouvrage public ou privé susceptible d'être impacté par les travaux .

Article 4 - Exclusions

Eu égard à la formule "TOUT SAUF" adoptée, il est expressément convenu que tout ce qui ne fait pas l'objet d'une exclusion formelle est garanti au titre du présent contrat.

Il appartient à l'assureur d'apporter la preuve de l'application exclusive de l'exclusion qu'il invoque. Tant que cette preuve n'est pas apportée, la garantie reste acquise à l'assuré.

Il est en outre précisé que l'exclusion ne peut être invoquée que dans la mesure où l'événement dommageable trouve son origine exclusive dans ladite exclusion.

Sont seules exclues des garanties du présent contrat, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile engagée à raison :

4.1 DES ACCIDENTS OU DOMMAGES OCCASIONNÉS PAR UNE GUERRE CIVILE OU ÉTRANGÈRE, DES ÉMEUTES OU MOUVEMENTS POPULAIRES DÉGÉNÉRANT EN ACTES DE VIOLENCE, UN TREMBLEMENT DE TERRE, DES ACTES DE TERRORISME OU DES ATTENTATS.

Toutefois, cette exclusion ne s'applique pas :

- aux situations de simple grève, arrêt de travail ou mouvement social n'entraînant pas de dommages matériels volontaires,
- ni aux perturbations de chantier dépourvues d'actes de violence directement à l'origine du dommage.

4.2 DES DOMMAGES CAUSÉS PAR DES AERONEFS, DES ENGINS DE NAVIGATION MARITIME OU FLUVIALE NECESSITANT UN PERMIS POUR LES PILOTER, APPARTENANT A L'ASSURE OU UTILISÉS PAR LUI AINSI QUE CEUX CAUSÉS PAR L'EXPLOITATION D'UN RESEAU FERROVIAIRE AUTRES QUE LES RESEAUX OU EMBRANCHEMENTS PARTICULIERS.

4.3 LES DOMMAGES CAUSES A L'OCCASION OU AU COURS DE MANIFESTATIONS SPORTIVES SOUMISES A OBLIGATION LEGALE D'ASSURANCE.

4.4 DES DOMMAGES MATERIELS CAUSES AUX TIERS, PROVENANT DE LA COMMUNICATION D'UN INCENDIE OU D'UNE EXPLOSION PAR UN BATIMENT ET/OU SON CONTENU AFFECTES A TITRE PERMANENT AUX ACTIVITES DE L'ASSURE.

Toutefois :

- la garantie reste acquise pour les bâtiments faisant l'objet d'une occupation précaire, temporaire (pour une durée maximum de 3 mois) ou sans titre.
- la garantie intervient en complément de la garantie recours des voisins et des tiers souscrite par ailleurs ou si cette dernière se révèle inopérante.

4.5 DES DOMMAGES RESULTANT D'UNE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT NON ACCIDENTELLE.

4.6 DES DOMMAGES CORPORELS, MATERIELS ET IMMATERIELS ENGAGEANT LA RESPONSABILITE DE L'ASSURE SUR LA BASE DES ARTICLES 1231-1, 1646-1, 1792 ET SUIVANTS ET 1831-1 DU CODE CIVIL.

4.7 DES DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS DONT SONT RESPONSABLES, DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS, LES MANDATAIRES SOCIAUX, LES ADMINISTRATEURS, LES DIRIGEANTS DE FAIT OU DE DROIT DES ASSURES.

LA PRESENTE EXCLUSION S'APPLIQUE EGALEMENT LORSQUE LA RESPONSABILITE DE CES DOMMAGES INCOMBE A UNE PERSONNE MORALE EXERÇANT LESDITES FONCTIONS PAR L'INTERMEDIAIRE D'UN REPRESENTANT PERMANENT.

4.8 LES DOMMAGES RESULTANT DU FAIT INTENTIONNEL OU DU DOL COMMIS PAR LA DIRECTION DE L'ASSURE OU AVEC SA COMPLICITÉ. TOUTEFOIS, LA GARANTIE RESTERA ACQUISE AUX ASSURES N'AYANT PAS COMMIS LE FAIT INTENTIONNEL OU LE DOL. UN RECOURS SERA POSSIBLE CONTRE L'AUTEUR.

4.9 LES DOMMAGES CONSÉCUTIFS À DES RETARDS DE LIVRAISON OU À LA NON LIVRAISON DES CONSTRUCTIONS REALISÉES PAR L'ASSURE, SAUF SI CES DOMMAGES SONT DUS A DES CAUSES RELEVANT D'UN DOMMAGE GARANTI PAR LE PRESENT CONTRAT.

4.10 LES LITIGES RELATIFS AUX CHARGES D'EXPLOITATION DES CONSTRUCTIONS OBJET DE L'ACTIVITE DE L'ASSURE

4.11 LES PENALITES FORFAITAIRES STIPULEES A LA CHARGE DE L'ASSURE AINSI QUE TOUTES INDEMNITES FONDEES SUR L'INEXECUTION D'ENGAGEMENTS COMPORTANT UNE GARANTIE PERSONNELLE PECUNIAIRE PRISE PAR L'ASSURE OU, SUR SES INSTRUCTIONS, PAR TOUTE PERSONNE DONT IL REpond, DANS LA MESURE OU LES OBLIGATIONS QUI RESULTENT DE CES ENGAGEMENTS EXCEDENT CELLES AUXQUELLES IL EST TENU EN VERTU DES TEXTES LEGAUX SUR LA RESPONSABILITE.

4.12 LA RESPONSABILITE CIVILE PROPRE DES INTERVENANTS DANS LES OPERATIONS DE CONSTRUCTIONS (ENTREPRISES, ARCHITECTES, BUREAUX D'ETUDES, SOUS TRAITANTS, FOURNISSEURS), ETANT PRECISE QUE LA RESPONSABILITE DU FAIT DE CES DERNIERS RESTE GARANTIE ET QUE L'ASSUREUR SUBROGE TOUT RECOURS CONTRE EUX.

4.13 LES DOMMAGES RESULTANT D'UN FAIT DOMMAGEABLE CONNU DE L'ASSURE A LA DATE DE SOUSCRIPTION DU CONTRAT.

4.14 LES VEHICULES AUTOMOBILES, SAUF LORSQU'ILS SONT UTILISES SUR LE CHANTIER COMME ENGINS DE CHANTIER OU EN CIRCULATION SUR LE CHANTIER.

4.15 LES FRAIS OU DOMMAGES LIES A DES DEFECTS, MALFAÇONS OU NON-CONFORMITES NON ENGENDRANT DE DOMMAGES MATERIELS DIRECTS. TOUTEFOIS, LA REPARATION DES DOMMAGES MATERIELS CONSECUTIFS A CES DEFAUTS OU MALFAÇONS EST GARANTIE.

4.16 LES PERTES, DOMMAGES OU MALADIES DE PERSONNES SOUS CONTRAT DE TRAVAIL OU D'APPRENTISSAGE AVEC LES ASSURES, DANS LA MESURE OU CES DOMMAGES DECOULENT DU CONTRAT DE TRAVAIL ET SURVIENNENT PENDANT SA VALIDITE.

4.17 LES DOMMAGES DUS AUX RAYONNEMENTS IONISANTS, INSTALLATIONS NUCLEAIRES OU COMBUSTIBLES NUCLEAIRES, SAUF CONVENTION SPECIALE OU LORSQUE LA RESPONSABILITE EXCLUSIVE INCOMBE A UN EXPLOITANT D'INSTALLATION NUCLEAIRE ETRANGER.

4.18 LES DOMMAGES PROVOQUES PAR INOBSERVATION VOLONTAIRE DES REGLES DE L'ART PAR LA DIRECTION DE L'ASSURE, LORSQUE CELA EST FAIT DANS LE BUT D'ECONOMIES FRAUDULEUSES OU ABUSIVES.

4.19 LES PERTES OU DOMMAGES SURVENANT AUX ESPECES, VALEURS ET TITRES DE TOUTE NATURE.

4.20 LES DOMMAGES INDIRECTS ET IMMATERIELS NON CONSEQUENTS, INCLUANT PRIVATION DE JOUISSANCE ET CHOMAGE DES BIENS ASSURES.

4.21 LES DOMMAGES PROVENANT DE L'USURE, VIEILLISSEMENT, DETERIORATION GRADUELLE DES OUVRAGES.

4.22 LES DOMMAGES AUX MATERIELS D'EXECUTION (OUTILLAGES, ENGINS, EQUIPEMENTS DE CHANTIER), MOBILIER DE BUREAUX ET BARAQUEMENTS, SAUF CEUX DESTINES A ETRE INCORPORES A L'OUVRAGE ET DONT LA VALEUR EST COMPRISE DANS LE MONTANT DE L'OUVRAGE.

4.23 LES DOMMAGES DUS A UN VIRUS INFORMATIQUE, C'EST-A-DIRE TOUT PROGRAMME CONÇU POUR PORTER ATTEINTE AUX LOGICIELS, SYSTEMES, DONNEES OU MATERIELS INFORMATIQUES.

4.24 LES DOMMAGES DU FAIT DES RESERVES TECHNIQUES NOTIFIEES PAR CONTROLEUR TECHNIQUE, MAÎTRE D'ŒUVRE OU MAÎTRE D'OUVRAGE, TANT QU'ELLES N'ONT PAS ETE LEVEES.

Article 5 - Montants des garanties et des franchises

Les montants des garanties et des franchises applicables sont ceux définis à l'acte d'engagement. Les franchises proposées par le titulaire sont précisées à l'acte d'engagement et ne peuvent excéder les montants maximaux fixés par le pouvoir adjudicateur.

Les montants de garanties constituent la limite maximale de l'engagement de l'assureur, quel que soit le nombre de personnes bénéficiant de la qualité d'assuré impliquées dans un même sinistre.

Chaque sinistre est imputé à l'année d'assurance au cours de laquelle la première réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur.

Les montants de garantie se réduisent, et finalement s'épuisent par tout règlement amiable ou judiciaire d'indemnité selon l'ordre chronologique d'exigibilité des paiements pour chaque sinistre, sans reconstitution de garantie, sauf disposition expresse contraire prévue dans le contrat ou par avenant.

Les franchises applicables sont celles définies à l'acte d'engagement et restent à la charge de l'assuré conformément aux dispositions du contrat.

Article 6 – Prise d'effet et fonctionnement de la garantie

6.1 - Prise d'effet

La garantie prend effet à la date notification du marché.

6.2 - Fonctionnement de la garantie : article L 124-5, 4^{ème} alinéa du code des assurances

La garantie de responsabilité civile, objet du présent contrat, est déclenchée par la réclamation et couvre l'assuré contre les conséquences pécuniaires des sinistres, dès lors que le fait dommageable est antérieur à la date de résiliation ou d'expiration de la garantie et que la première réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur entre la prise d'effet initiale de la garantie et l'expiration d'un délai subséquent de 10 ans à sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs des sinistres.

On entend par *réclamation* la mise en cause amiable ou judiciaire de la responsabilité civile de l'assuré par un tiers lésé.

Est assimilée à une réclamation la déclaration faite à l'assureur, avant la fin de la garantie, d'un dommage causé à un tiers identifié et susceptible d'être garanti.

L'assureur ne couvre pas les sinistres lorsqu'il établit que l'assuré avait connaissance du fait dommageable à la date de souscription de la garantie.

Dispositions relatives aux montants de garantie et aux franchises pendant le délai subséquent

En cas de résiliation, les montants de garantie applicables aux sinistres relevant du délai subséquent sont ceux de l'année d'assurance précédant la résiliation. Ils s'appliquent pour toute la durée du délai subséquent :

- dans la limite du plafond annuel pour les montants exprimés par année d'assurance ;
- dans la limite du plafond par sinistre pour ceux exprimés par sinistre.

Ces montants s'épuisent par tout règlement en principal, intérêts et frais, sans possibilité de reconstitution.

Les franchises applicables aux sinistres déclarés pendant le délai subséquent sont celles de l'année d'assurance précédant la résiliation.

Article 7 - Règlement des sinistres

7.1 Déclaration du sinistre

L'assuré s'engage, sauf cas fortuit ou de force majeure, à déclarer sans retard à l'assureur tout sinistre ou tout événement susceptible, de bonne foi, de mettre en jeu la garantie, dès qu'il en a connaissance, ou dès qu'un souscripteur ou tout autre assuré en a connaissance.

L'assuré ne transmet à l'assureur que les réclamations paraissant, de bonne foi, susceptibles de mettre en jeu la garantie du contrat.

Si une réclamation initialement non transmise, en raison de son faible montant ou compte tenu de la franchise, révèle ultérieurement une portée garantissable, l'assureur renonce à toute déchéance pour déclaration tardive et à tout moyen tiré de la prescription biennale.

En cas de retard non justifié dans la déclaration, l'assureur ne peut opposer aucune déchéance ; il peut uniquement solliciter une indemnité proportionnée au préjudice réel démontré.

Aucun retard de déclaration ne peut entraîner la réduction ou le refus d'indemnisation, sauf preuve par l'assureur d'un préjudice direct et certain.

7.2 Obligations de l'assureur

À compter de la date à laquelle un sinistre est porté à sa connaissance, l'assureur missionne, dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, un expert unique chargé de déterminer les responsabilités et de chiffrer les dommages.

Toute expertise multiple ne peut intervenir qu'avec l'accord écrit du maître d'ouvrage. Les conclusions de l'expert sont communiquées à tous les assurés concernés.

L'assureur exerce, dans la limite de sa subrogation, toutes actions récursoires qu'il jugera utiles contre les assureurs des intervenants responsables.

7.3 Défense de l'assuré

Les tribunaux français sont seuls compétents pour connaître des litiges relatifs au présent contrat.

L'assureur s'engage à défendre l'assuré devant toute juridiction civile, commerciale, répressive ou administrative dans toute action liée à un dommage garanti, même partiellement, y compris si les intérêts civils ont déjà été réglés par l'assureur.

En cas d'incertitude sur l'étendue de la garantie, l'assureur en informe immédiatement l'assuré, tout en poursuivant sa défense jusqu'à ce que des éléments nouveaux permettent de se prononcer définitivement.

D'un commun accord entre les parties, l'assuré aura la possibilité d'associer son propre avocat, en vue de la défense de ses intérêts.

L'assuré transmet sans délai à l'assureur tout avis, lettre, convocation, assignation, acte extrajudiciaire ou pièce de procédure qui lui serait adressé (ou adressé à ses préposés).

Faute pour lui de remplir tout ou partie de cette obligation (sauf en cas fortuit ou cas de force majeure), l'assureur pourra réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le manquement de l'assuré pourra lui causer (Article L 113-11-2 du Code des Assurances).

Cette défense assumée par l'assureur comprend les frais et honoraires d'enquête, d'instruction, d'expertise et d'avocat ainsi que les frais judiciaires et d'exécution des jugements exécutoires.

Les frais de défense pris en charge par l'assureur n'entament pas les montants de garantie.

7.4 – Transaction et reconnaissance de responsabilité

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenue en dehors de l'assureur ne lui sont opposables.

L'assureur a seul qualité pour transiger dans la limite de sa garantie en associant l'assuré.

L'assureur tiendra informé l'assuré à l'occasion de toute transaction ou acceptation d'une décision de justice et communiquera les rapports émanant de son expert, ainsi que ceux de l'expert intervenant en exécution d'une décision de justice.

En cas de transaction, celle-ci ne pourra intervenir que d'un commun accord entre l'assureur et l'assuré concerné.

L'aveu d'un fait matériel par l'assuré ne constitue pas une reconnaissance de responsabilité.

7.6 - Avance de fonds en cas de condamnation à provision

L'assureur s'engage à procéder au versement des avances de fonds mis à la charge de l'assuré dans un premier temps par condamnation à provision pour les sinistres pouvant mettre en jeu les garanties du contrat.

7.7 - Paiement des indemnités

Le paiement des indemnités est effectué dans les trente (30) jours de l'accord des parties ou de la décision exécutoire.

En cas d'opposition ou décision de suspension de paiement, ce délai ne court qu'à compter de la mainlevée ou autorisation de paiement.

Lorsque l'assuré réalise les travaux convenus et avance les fonds, il doit fournir un compte spécial détaillé justifiant ses débours.

S'il fait l'avance totale ou partielle du règlement du sinistre, en espèces ou en nature, à la suite d'un accord entre les parties, soit d'une décision judiciaire exécutoire, l'Assureur en remboursera

l'assuré dans le délai de deux mois à compter de la réception du justificatif du paiement de l'avance, déduction faite de la franchise.

Lorsque l'assuré est chargé des travaux et prestations donnant droit à indemnité et que le prix n'en aura pas été convenu par avance, il devra fournir à l'assureur tous éléments justifiant de ses débours. Leur règlement aura lieu dans le délai de deux (2) mois à dater de la présentation par l'assuré des justificatifs correspondants.

Article 8 - Résiliation

Par dérogation au Code des assurances, le présent lot ne peut être résilié par le titulaire que dans les cas et conditions définis au CCAP. Le titulaire peut uniquement solliciter la résiliation du lot concerné dans les situations suivantes, et sous réserve du respect des modalités prévues au CCAP :

Dans les conditions prévues à l'article L.113-3 du Code des assurances, et dans le respect du Code de la commande publique. Le titulaire renonce à toute suspension automatique des garanties lorsque le retard de paiement résulte des formalités administratives du pouvoir adjudicateur.

En cas d'aggravation du risque déclarée par le maître d'ouvrage, et si la revalorisation de la prime proposée par le titulaire est refusée, conformément à l'article L.113-4 du Code des assurances. Toute demande de résiliation obéit au préavis et aux modalités prévues au CCAP.

En cas d'inexactitude des déclarations déterminantes pour l'appréciation du risque, conformément à l'article L.113-9 du Code des assurances. La résiliation n'est possible que dans les conditions définies au CCAP.

Le titulaire renonce expressément à se prévaloir de la survenance d'un sinistre, y compris après réception, pour demander la résiliation du présent lot. Aucun sinistre ne peut constituer un motif de résiliation autre que ceux limitativement prévus au CCAP.

Article 9 - Primes

9.1 Détermination de la prime

La prime nette annuelle afférente au présent contrat est calculée en appliquant le taux précisé à l'acte d'engagement à l'assiette définie ci-après.

L'acte d'engagement précise :

- le taux HT applicable,
- la prime minimale annuelle irréductible,

La prime minimale annuelle irréductible et la prime provisionnelle de la première année sont payables à la notification du marché, puis à chaque échéance annuelle pendant la durée du contrat.

9.2 Modalités de calcul : assiette de prime

L'assiette de la prime est constituée :

- du montant HT des travaux réellement réglés au cours de l'année d'assurance considérée,
- des honoraires techniques HT (maîtrise d'œuvre, BET, SPS, contrôle technique),

- y compris les avenants aux marchés de travaux.

En fin d'opération, l'assiette définitive est constituée du montant total HT des travaux et honoraires réellement exécutés et réglés, tel qu'il résulte du décompte général définitif ou document contractuel équivalent.

9.3 Modalités de perception

a. Prime minimale annuelle irréductible

Le montant de la prime minimale annuelle irréductible est due pour chaque année d'assurance entamé ; et elle est fixée à l'acte d'engagement.

Elle doit rester proportionnée au montant prévisionnel des travaux et à l'assiette déclarée. Le candidat indique dans son offre :

- son mode de calcul,
- les éléments justifiant le niveau de cette prime minimale.

b. Prime provisionnelle

La première année, une prime provisionnelle est versée, calculée comme suit :

$$\text{Prime provisionnelle année 1} = \text{taux} \times (80\% \times \text{assiette provisionnelle HT})$$

Les années suivantes, une prime provisionnelle annuelle est versée sur la base d'une assiette actualisée si nécessaire.

• Régularisation annuelle

La prime provisionnelle est régularisée, en plus ou en moins, en fonction du montant HT des travaux et honoraires réellement réglés au cours de l'année d'assurance considérée.

Le maître d'ouvrage transmet à l'assureur, dans un délai compatible avec l'établissement de la régularisation annuelle, les montants effectivement réglés au cours de l'année écoulée.

• Régularisation finale

Cette prime provisionnelle est régularisée, en plus ou en moins, sur la base du montant définitif des travaux et honoraires couverts, tel qu'il sera connu à l'issue de l'opération.

La régularisation interviendra après communication à l'assureur du coût définitif des travaux.

L'assuré s'engage à communiquer l'arrêté définitif des comptes au plus tard un mois après la notification du dernier décompte général et définitif nécessaire au calcul du montant définitif de l'opération. Il n'encourt pas de surprime avant l'expiration de ce délai.

Tout trop-perçu est remboursé à l'assuré, sous réserve du maintien de la prime minimale annuelle irréductible.

Les modalités complètes de facturation et de paiement figurent dans le CCAP du marché.

9.4 Règle proportionnelle

Il est expressément convenu que l'assureur renonce à l'application de l'article L.121-5 du Code des assurances, dès lors que le maître d'ouvrage déclare le montant définitif de l'opération selon les modalités ci-dessus.

Aucune règle proportionnelle ne pourra être opposée pour réduire une indemnisation en cas de sinistre.

Article 10- Subrogation

L'assureur est subrogé, dans les termes de l'Article L 121.12 du Code des Assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité versée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre le tiers responsable des dommages.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'assuré, s'opérer en faveur de l'assureur, celui-ci est déchargé de ses obligations à l'égard de l'assuré et conserve contre celui-ci une action récursoire, dans la mesure même où aurait pu s'exercer la subrogation.

Article 11 - Prescription

Toutes actions dérivant du présent contrat se prescrivent par deux ans à compter de l'événement qui en est la cause, conformément aux articles L.114-1 et L.114-2 du Code des Assurances.

Indépendamment des cas visés par l'article L 114.2 du Code des Assurances, la prescription de deux ans est également interrompue par la saisine d'un Avocat.

Article 13 - Sauvegarde des droits des tiers

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'assuré à ses obligations commis postérieurement au sinistre, ne sera opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants-droits.

En cas de déchéance, l'assureur exercera contre l'assuré une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve.

Cette disposition ne s'applique pas en cas de dol ou de faute intentionnelle de l'assuré ayant entraîné le sinistre.

Article 14 - Droit de communication et rectification

Les assurés disposent d'un droit d'accès, de communication et de rectification de toute information les concernant figurant dans tout fichier détenu par l'assureur, ses mandataires, ses réassureurs ou tout organisme professionnel concerné.

Ce droit est exercé conformément à la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, par simple demande écrite auprès de l'assureur gestionnaire. L'assureur s'engage à répondre dans un délai maximal d'un mois à compter de la réception de la demande.